

Délinquance: de l'usage du

Pénombre, association atypique s'intéressant au rôle du nombre dans le débat public, trouve son origine dans une préoccupation de ses fondateurs face aux usages contestables des statistiques pénales. La statistique dite de police en est l'exemple le plus visible. Voici deux cas, l'un en 2006, l'autre en 2009, qui ont alimenté la critique.

Un département bien trop calme...

On a fini par savoir ce qui avait valu à Paul Mourier, préfet de Lozère, d'être convoqué, penaud, dans le bureau du ministre de l'Intérieur, en 2006. La délinquance dans son (très calme) département avait, paraît-il, explosé... *

Tom DONIPHON, membre de Pénombre

Certains parlent de complot statistique, dans le cadre de la guerre inter-départementale qui se joue pour la place de département le moins criminogène de France...

Tout avait pourtant bien commencé pour Paul Mourier, jeune homme prometteur : une scolarité exemplaire, des études supérieures honorables, un début de carrière administrative efficace au service d'un futur ministre, l'organisation des Jeux olympiques d'hiver qui lui vaudront quelques années plus tard les honneurs de la carrière préfectorale. Le 15 décembre 2004, il est nommé préfet de la Lozère, charge qu'il assume avec la tranquillité sereine du chef d'un département sans souci.

Avec, en moyenne, cent soixante-dix faits de délinquance constatés chaque mois, ce département dispute chaque année à la Creuse, au Lot et au Cantal les dernières places du classement national de la criminalité. Seulement voilà, les temps changent... Très loin de là, à Paris, début juillet 2006, les statisticiens du ministère de l'Intérieur mettent à jour les indicateurs de la délinquance départementale

mensuelle. Les vacances approchent, le ministre de l'Intérieur est d'humeur badine. Sa vie sentimentale s'épanouit, Jean Réno vient de l'inviter à l'événement mondain de l'été, son prochain livre s'écrit tout seul et le chef du gouvernement a pris un mauvais courant d'air. Tout va bien place Beauvau.

Il est assis à son bureau, un sourire béat aux lèvres, quand son chef de cabinet frappe à sa porte. Les statistiques sont bonnes (mais en est-il d'autres?), et pourtant, il faut être dur, les Français l'exigent. Sévère mais juste, comme disait un général, un jour. Il parcourt le document, tous les indicateurs sont là, les départements dans l'ordre numérique le plus parfait. Son doigt caresse la Corse du Sud, se tend sur les Bouches-du-Rhône, gratouille le Bas-Rhin, balaye d'une pichenette la Seine-Saint-Denis... Toujours les mêmes, c'en est rageant... Sur sa gauche, une carte de France présente ces

mêmes résultats de façon plus jolie. Son œil la parcourt rapidement, de gauche à droite, quand il est attiré par une tache plus foncée que les autres.

« - Dis-moi, Laurent, c'est quoi le département 48 ?

- La Lozère, Nicolas, chef-lieu Mende, 2 arrondissements, 25 cantons, 185 communes, 72 825 habitants pour 5 167 kilomètres carrés. C'est calme...

- Comment ça, calme ? Une hausse de 71 % des violences au mois de juin ? Mais c'est l'invasion des profanateurs de sépultures ! Appelle-moi le préfet ! »

Vol de bonbons et statistiques

A partir de cet instant, tout est allé très vite : communiqué très bref, conférence de presse pour fustiger la chienlit, noms honorables jetés en pâture aux journaux. *Le Midi libre* se faisant un plaisir de diffuser l'information : le préfet de Lozère est convoqué, avec vingt-sept autres, chez

* « Lettre blanche 44 », novembre 2006, www.penombre.org.

chiffre

Nicolas Sarkozy, pour expliquer ses mauvais résultats en matière de criminalité.

C'est en sautant dans les gorges du Tarn, du pont de Montvert, un élastique aux chevilles, qu'on peut le mieux se figurer l'état d'esprit du préfet Mourier ce jour-là, et la dépression qui s'ensuivit.

Pénombre a tenu à en savoir plus sur les événements de la fin du printemps 2006 qui ont mis la Lozère, pour la première fois depuis la bête du Gévaudan, sur le devant de la scène judiciaire.

Et nous voici, avec les résultats d'une enquête, reprise par l'agence France-Presse. Selon nos sources, il y aurait eu douze faits de vol avec violence en juin 2006 sur le département, contre sept en 2005, donc bien une hausse de 71 %. Et l'AFP (22/09/06), de préciser: « *Le vol d'une paire de chaussettes, de bonbons et de magazines dans quatre magasins différents est la cause de l'augmentation de 300 % des vols enregistrés au commissariat de Mende sur les six premiers mois de l'année, a-t-on appris de source proche du dossier. Sur la même période de 2005, le commissariat de Mende n'avait enregistré qu'un seul délit de ce type: le vol d'un pot de yaourt dans un hypermarché, a-t-on précisé de même source.* ». Les vols dans quatre magasins commis par un jeune homme ont donc fait exploser les statistiques.

Selon certaines sources non autorisées, une automobile de couleur sombre et immatriculée dans le Cantal aurait été repérée au centre de Mende au moment des faits. Certains parlent de complot statistique, dans le cadre de la guerre interdépartementale qui se joue pour la place de département le moins criminogène de France... ●



Le vol d'une paire de chaussettes, de bonbons et de magazines dans quatre magasins différents est la cause de l'augmentation de 300 % des vols enregistrés au commissariat de Mende sur les six premiers mois de l'année 2006.

(source : AFP)

Le rapport à la vérité

Les experts le disent depuis longtemps, les statistiques sont un outil de communication politique. Qu'en pense le président de la République ?*

Bruno AUBUSSON de CAVARLAY, membre de Pénombre

L'ambiance est solennelle ce lundi 14 septembre 2009 dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Les services de sécurité ont fait leur travail et filtré les invités. L'assistance doit attendre avec patience l'arrivée du président de la République qui vient ouvrir la Conférence internationale de présentation des conclusions du rapport de la Commission de mesure de la performance économique et du progrès social. On s'attend à un discours convenu proposant de reprendre quelques propositions du rapport. Le Président arrive et commence la lecture d'un discours dont les Pénombriens présents garderont longtemps la mémoire.

Après une explosion de déclarations remettant en cause l'usage habituel des statistiques, vient ce passage: « *Dans les réflexions sur le travail de la Commission que m'ont adressées Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi, j'ai relevé cette phrase:*

"L'une des raisons qui expliquent pourquoi la plupart des gens se considèrent encore moins bien lotis malgré la hausse du PIB est simple: c'est réellement le cas." » Que quelques-uns des économistes les plus reconnus, les plus prestigieux disent cela avec autant de franchise est quelque chose dont nous avons absolument besoin pour nous mettre au clair avec nous-mêmes, pour replacer le débat public sur une base de vérité, pour changer notre rapport à la vérité.

« Oui, il y a depuis longtemps un problème avec ce que nous calculons et avec la manière dont nous l'utilisons. Oui, les experts le savent depuis longtemps. Ils en discutent depuis longtemps. Mais cette discussion ne changeait rien, elle n'avait pas de conséquence. On connaissait les limites de nos indicateurs mais on continuait de les utiliser comme s'ils n'en avaient pas. C'était plus facile pour la communication. »

Ce qui vaut dans le domaine de

* « Lettre blanche » 52, avril 2010, www.penombre.org.

DOSSIER Sécuritaire

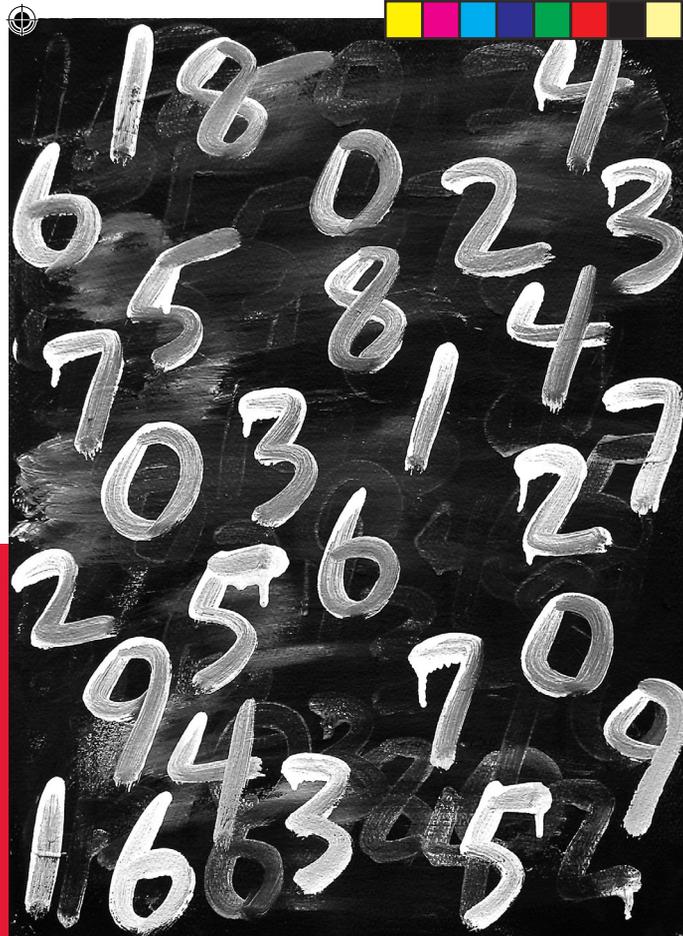
la mesure de la croissance ou du bien-être devrait aussi s'appliquer à celui de la mesure de la délinquance ou de l'insécurité. Les plus anciens lecteurs de Pénombre auront remarqué que la présentation par les politiques des statistiques dites de police, établies par le ministère de l'Intérieur, ne correspond pas à ce que savent les experts depuis longtemps. Ces experts en discutent depuis si longtemps que cela a, en apparence au moins, eu quelques conséquences. L'Observatoire national de la délinquance (OND) est maintenant, en principe, habilité à commenter ces statistiques dont la diffusion publique est devenue mensuelle. Il y aurait beaucoup à dire sur l'intérêt de ce rythme mensuel pour le débat public. Là n'est pas le point s'agissant de rapport à la vérité. Sous la signature de monsieur Alain Bauer, président du conseil d'orientation de l'OND, on lit, dans le texte d'introduction du bulletin de novembre 2009 présentant les résultats du «4001» pour octobre, cette mise en garde: «Le total des faits constatés n'est pas un chiffre qui peut être interprété simplement. Il s'agit d'une statistique correspondant à l'activité d'enregistrement de la police et de la gendarmerie. Elle ne peut en aucun cas se confondre avec la délinquance commise.» Ce que Pénombre n'a cessé de répéter depuis sa création.

Quand la statistique sert la communication

Tout devrait donc aller pour le mieux. La France a maintenant un président de la République résolu à ne plus céder aux facilités de la communication et à tenir compte de ce que savent les experts. Et l'expert Alain Bauer a dû un jour ou l'autre évoquer le sujet de la mesure de la délinquance avec le président de la République, puisqu'il confiait à Guy Birenbaum (LePost.fr, 14/04/2009): «J'ai eu l'occasion de

«Oui, il y a depuis longtemps un problème avec ce que nous calculons et avec la manière dont nous l'utilisons. Oui, les experts le savent depuis longtemps. Ils en discutent depuis longtemps.»
(N. Sarkozy)

«Le total des faits constatés n'est pas un chiffre qui peut être interprété simplement. Il s'agit d'une statistique qui ne peut en aucun cas se confondre avec la délinquance commise.»
(source: OND)



dialoguer au ministère de l'Intérieur avec Gaston Defferre, Pierre Joxe, Paul Quilès, Charles Pasqua, Jean-Louis Debré, Jean-Pierre Chevènement, François Baroin, Dominique de Villepin, Daniel Vaillant et Michèle Alliot-Marie sur de nombreux sujets portant sur la police ou la criminalité. Il est vrai que la qualité du dialogue avec Nicolas Sarkozy a permis un travail plus approfondi, notamment sur la mise en place des enquêtes de victimation permettant de compléter et d'éclairer la statistique policière. Il est devenu mon ami. Pas mon patron.»

On ne peut guère imaginer de situation plus favorable! Et pourtant, le président du conseil d'orientation de l'OND poursuit sa réflexion sur l'usage des statistiques de police ainsi: «Dans un pays qui s'est doté d'une enquête annuelle de victimation, on peut espérer que cette confusion entre les faits constatés et les faits commis s'estompe. On doit reconnaître qu'aujourd'hui, à la veille de la publication des résultats de la troisième enquête «cadre de vie et sécurité» ce n'est pas encore le cas.»

Effectivement, le président de la République s'est encore appuyé sur les statistiques de police des mois précédents pour décréter, il y a peu, une «mobilisation générale».

C'était au moment où le discours de la Sorbonne devait être encore en préparation... En date du 1^{er} septembre, sur le site Internet de TF1, on en retrouve la trace, avec cette explication reprise d'une dépêche d'agence: «Publié en août, le dernier rapport de l'Observatoire national de la délinquance (OND) fait état d'une poursuite de la hausse des violences contre les personnes (+5%) et d'une explosion du nombre de cambriolages (+12%).»

Opération de communication, cela n'échappe pas aux professionnels et experts, débouchant deux mois plus tard sur des bulletins de victoire du ministre de l'Intérieur (les chiffres ont baissé en octobre), des annonces présidentielles électoralistes (trippler le nombre de caméras de vidéosurveillance en France, mais c'était le 24 novembre, le discours de la Sorbonne était déjà loin, et les rapports d'expertise sur la vidéosurveillance, négligés), et probablement une nouvelle loi de réforme pénale, présentée comme d'une urgence absolue.

Vérité, amitié... Chez le commun des mortels, on ne saura pas qui des deux amis «a depuis longtemps un problème avec ce que [nous] calculons et avec la manière dont [nous] l'utilisons». ●